



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

**ARRETE N° 171 /2014/DDPP**  
**portant mise en demeure**

La préfète de la Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L. 171-8 ;

VU l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2007 modifié réglementant les activités exercées par la société BARRIOL ET DALLIERE INDUSTRIE dans ses installations sises à ANDREZIEUX-BOUTHEON, ZI Sud, rue Barthélémy Thimonier ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 16 avril 2014, établi à la suite d'une visite d'inspection du 6 février 2014, constatant des dépassements récurrents des valeurs limite de rejet des eaux résiduaires et l'absence de déclaration des modifications des conditions d'exploitation de certaines installations ;

**CONSIDERANT** que certaines prescriptions applicables à l'installation susvisée ne sont pas respectées et qu'il y a donc lieu de mettre en demeure l'exploitant de les satisfaire afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er :** La société BARRIOL ET DALLIERE INDUSTRIES est mise en demeure, pour l'installation qu'elle exploite sur la commune d'ANDREZIEUX-BOUTHEON, ZI Sud, rue Barthélémy Thimonier, sous un délai de 3 mois, de :

- respecter les valeurs de rejet des eaux résiduaires (HCT et Fe) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé et transmettre la convention de rejet de ces eaux dans la station d'épuration de la commune d'Andrézieux-Bouthéon

- capter et traiter les émissions gazeuses émises dans l'atelier de forge à chaud

- déposer un dossier de régularisation des conditions d'exploitation des installations du site

**ARTICLE 2 :** Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement susvisé.

**ARTICLE 3 :** En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Lyon. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Sous-Préfet de Montbrison, Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations, Madame la Directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargée de l'Inspection des Installations Classées et Monsieur le maire d'Andrézieux-Bouthéon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le 21 MAI 2014  
Pour la Préfète  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

Gérard LACROIX

**copie adressée à :**

- Monsieur le Directeur de la société BARRIOL ET DALLIERE INDUSTRIES

ZI Sud

rue Barthélémy Thimonier

42160 ANDREZIEUX-BOUTHEON

- Monsieur le Sous-Préfet de Montbrison

- Monsieur le maire d'Andrézieux-Bouthéon

- DREAL Loire Inspection des installations classées

- Archives

- Chrono